



MOT DU PRÉSIDENT

Lors de mon premier mandat à la présidence du Secteur transport scolaire (STS), j'étais bien loin de me douter qu'obtenir la reconnaissance de notre métier de conducteur de véhicule scolaire au Québec serait une tâche aussi ardue. Dans le cadre de nos nombreuses réunions sectorielles, ce désir qui nous animait était, sans l'ombre d'un doute, notre leitmotiv. Cette frustration que nous vivons à n'être considérés que comme de simples livreurs d'enfants est quotidienne. Sans compter qu'on exige de plus en plus de nous, sans que nous ayons un quelconque droit de regard sur les décisions. Les gestionnaires n'imaginent pas un seul instant que d'accomplir notre travail puisse assurément nous permettre d'apporter des suggestions intelligentes aux problèmes vécus sur le terrain.

À ces décideurs du transport scolaire, je suggère fortement de garder en mémoire que chaque jour, le matin, le midi et le soir, avec un professionnalisme et une exper-

tise incontestables, nous prenons soin des enfants du Québec, celles et ceux qui sont notre relève. Malheureusement, nous avons l'impression que l'on ne pense à nous que lors des restrictions budgétaires.

Grâce à nos diverses actions collectives, telles que nos virées jaunes, nos conférences de presse, nos manifestations, nos votes de grève, etc., nous avons forcé le gouvernement de Jean Charest à créer un comité sur l'industrie du transport scolaire. L'une des recommandations de ce comité fut de mettre sur pied un comité d'évaluation de l'emploi de conducteur de véhicule scolaire. À l'époque, le gouvernement était aux prises avec le conflit étudiant, et n'a donc jamais donné suite à cette recommandation. Une élection générale fut déclenchée avant que ne se concrétise quoi que ce soit. Par la suite, lors des rencontres que nous avons eues avec Pauline Marois, elle nous avait assuré que si elle formait le prochain gouvernement, elle procéderait à la mise en place de ce comité.

En mai dernier, j'écrivais dans mon rapport au Conseil fédéral qu'il était impératif d'obtenir l'évaluation de notre profession pour qu'enfin, nous ayons un argumentaire solide qui documente la noblesse du travail que nous effectuons. Les travaux de la table

d'évaluation, à laquelle participent Philippe Dufresne de la Fédération des employés et employés de services publics-CSN (FEESP) et Sophie Fontaine de la CSN, des représentants de l'Association du transport écolier du Québec (ATEQ) et de l'Association des propriétaires d'autobus du Québec (APAQ), des représentants de divers ministères, et dont le président est nommé par le gouvernement, devaient se réaliser en cinq étapes.

Les deux premières étapes sont réalisées. En mai 2013, l'élaboration du questionnaire qui a été envoyé aux syndicats étant terminée, nous étions prêts à aller sur le terrain. Toujours en mai 2013, un nouvel obstacle se pose sur notre chemin : le président de la table nationale annonce qu'il quitte avant la fin de son mandat, ce qui met abruptement un terme aux travaux en cours.

Afin de relancer rapidement les travaux, la CSN a formulé plusieurs demandes à la ministre Marie Malavoy. Le laxisme dont a fait preuve le gouvernement Marois à nommer une personne remplaçante à la présidence de ce comité nous laisse perplexes. Nous croyons plutôt que ce gouvernement nous a volontairement poussés sur la voie d'évitement pour gagner du temps. Pauline Marois savait qu'une campagne électorale se préparait et, sans grande surprise, le



gouvernement n'a nommé un nouveau président qu'en mars 2014. Nous en étions très heureux, mais comme nous ne sommes pas dupes, nous sommes restés vigilants.

Parce que nous avons été proactifs durant la campagne électorale et que nous avons forcé la main du gouvernement pour que redémarrent urgemment les travaux de la table d'évaluation de nos emplois, nous avons obtenu un gain majeur. Malgré le changement de gouvernement, le plan d'action et l'agenda des rencontres ont été maintenus.

Les membres de nos syndicats doivent bien comprendre à quel point la réalisation de cette troisième étape est cruciale. C'est le cœur de toute notre lutte dans son processus vers la reconnaissance de notre métier.

Depuis la reprise des travaux de la table, le questionnaire tant attendu a été élaboré. Par la suite, de notre côté, nous l'avons transmis à certains de nos syndicats, dans toutes les régions du Québec. Le retour des questionnaires a permis au comité de poursuivre ses travaux. Il est très important de respecter ce calendrier afin de ne pas retarder les étapes qui suivront. L'analyse et l'évaluation de cette

collecte de données servira à la production du rapport final qui sera soumis au gouvernement et servira de base dans la poursuite de nos revendications.

Tout le travail de longue haleine que nous avons accompli afin d'obtenir la reconnaissance et la valorisation de notre métier comporte de nombreuses tâches ardues et difficiles. On croirait presque un pèlerinage, un chemin de Compostelle. Néanmoins, nous avons progressé. Il est toujours moralement

NOS REVENDICATIONS À LA TABLE :

- ♦ OBTENIR UN SALAIRE MINIMUM GARANTI;
- ♦ RECONNAÎTRE ET VALORISER NOTRE MÉTIER.

très difficile de se battre sans être respectés. Nous ne devons absolument pas lâcher prise en ce moment, puisque tout ce travail nous aurait menés nulle part. Nous devons donc continuer notre combat. Le comité sur l'évaluation doit terminer ses travaux pour que nous puissions exiger une garantie salariale. Nous devons savoir ce que nous valons et la

réponse passe obligatoirement par le rapport de la table sur l'évaluation.

Nous en avons assez de cette absence de considération à notre égard, de ce manque de respect pour le travail qui est le nôtre. Pour nous, il est essentiel de mener à terme les travaux qui sauront quantifier concrètement la valeur de notre travail. Particulièrement avec les nombreuses incertitudes que le gouvernement libéral laisse planer avec l'avancement de ses diverses mesures d'austérité. Que le premier ministre Couillard ait le courage de reconnaître notre apport à la société québécoise.

Nous devons nous mobiliser derrière nos comités exécutifs syndicaux pour que justice nous soit enfin rendue! La bataille n'est pas finie mais une chose est certaine, nous ne nous laisserons plus pousser sur la voie d'évitement.

Jacques Forgues

D'abord et avant tout conducteur de véhicule scolaire

Président

Secteur transport scolaire